

COMMISSION SUR L'AVENIR



JULIE MERCIER

Préoccupés par la réalité agricole actuelle, les étudiants de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation (FSAA) de l'Université Laval ne pouvaient manquer l'occasion de présenter leur réflexion devant la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAQ). Mais résumer l'avis de 1500 élèves n'est pas un exercice facile. Voici les coulisses de la Commission telles que vécues par ces futurs professionnels de l'agroalimentaire.

Septembre 2006. De retour à l'université pour la session automne, une bande d'étudiants discutent de leurs inquiétudes face au contexte agricole et arrivent au constat que les choses doivent changer. Pourquoi ne pas profiter de la future Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAQ) pour y exposer leur vision ? Tout le monde saute dans le bateau. Le groupe convie donc les représentants de la Commission à une conférence pour expliquer sa démarche. Il met ensuite sur pied un comité de 30 personnes, puis se divise en sous-comités (environnement, économie, recherche ainsi que commercialisation, cohabitation et consommation). Dans le but de mobiliser leurs collègues, de les renseigner et de les consulter, ils organisent une rencontre d'information avec le professeur Guy Debailleul. S'ensuivent alors des tables rondes thématiques où sont invités divers intervenants « pas pour nous influencer, mais pour alimenter notre réflexion », précise Valérie Bélanger, étudiante au doctorat et membre du comité de coordination. Professeurs, agriculteurs et intervenants du milieu se prêtent à l'exercice. « Ils ont réussi à faire parler des gens qui n'étaient pas intéressés à rédiger le mémoire, mais qui avaient quelque chose à dire », fait



Le 7 septembre, les représentants des étudiants de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation (FSAA) de l'Université Laval présentent devant la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (CAAQ) le fruit de leur vaste réflexion. De gauche à droite : Valérie Bélanger, membre du comité de rédaction, Geneviève Colombani-Lachapelle, coordonnatrice du projet, et Jean-Michel Archambault-Cyr, également du comité de rédaction.

valoir la jeune femme.

Devant l'abondante récolte de commentaires, le groupe adopte sept principes directeurs, soit l'occupation du territoire, la multifonctionnalité, le développement durable, la consommation locale, l'écoconditionnalité, le principe de précaution et la qualité totale. Chaque sous-comité s'affaire ensuite à mettre de la chair autour de l'os, développant son argumentaire et cherchant les références nécessaires. « Les idées viennent de nous, mais on est allé les appuyer », indique Geneviève Colombani-Lachapelle, la coordonnatrice du projet. Au bout de la chaîne, un comité de liaison se charge de mettre en ordre les pièces du casse-tête. Toutefois, il n'est pas facile de faire consensus dans un groupe aux opinions aussi variées que le nombre d'étudiants qui le compose. « Les relations humaines ont été notre gros défi ! » confie d'ailleurs Valérie. « C'a été beaucoup de négociations », poursuit

Geneviève. Les deux jeunes femmes sont particulièrement fières du travail accompli par leur équipe. « Aujourd'hui, c'est tellement plus facile de ne rien faire et de critiquer », fait remarquer Valérie. Des professeurs ont également mis la main à la pâte, y allant de leurs commentaires et corrigeant quelques fautes !

Démocratie

La rédaction du mémoire fut un exercice très démocratique. Le document fut même soumis au vote de l'Association générale des étudiants en agriculture, alimentation et consommation (AGETAAC) ainsi qu'à l'Association des gradués en agriculture et en alimentation (AGAA). « Notre but, c'était d'avoir quelque chose de représentatif », explique Geneviève. « On a tout le temps été transparent », renchérit Valérie. Le projet fut aussi très formateur. « On a pu être un lieu de débat. C'est un exercice très pédagogique », croit Geneviève.

Une quinzaine de rencontres et une tonne de courriels plus tard, le mémoire fut finalement déposé à la Commission. Puis, le 7 septembre, Valérie, Geneviève et leur collègue Jean-Michel Archambault-Cyr, finissant en agroéconomie, présentaient le fruit de leur labeur devant les commissaires, lors des audiences nationales tenues à Montréal. Les étudiants attendent maintenant avec impatience les conclusions de la Commission. « En tant que futurs professionnels de l'agroalimentaire, on avait notre mot à dire devant une commission qui va décider des politiques pour les prochaines années », estime Valérie.

À son avis, les attentes de ses confrères sont grandes. « Il faut avoir le *guts* de repenser la place de l'agriculture. Oui, on reconnaît les gains des politiques actuelles, mais il faut avoir l'audace de les redéfinir », conclut la jeune femme.

PHOTO : CLÉMENT ALLARD/CAAQ